

# LE SACRIFICE DES PAYSANS

Introduction à un projet d'ouvrage éponyme  
Document de travail/Working paper

PIERRE BITOUN, ESTELLE DELÉAGE, YVES DUPONT<sup>1</sup>

Comme cela fut le cas pour un certain nombre de chercheurs, notre contribution à l'élaboration d'une socio-anthropologie du déracinement et du sacrifice des paysans, dans et par les sociétés industrielles et technoscientifiques, s'est progressivement construite au travers d'un parcours fort logiquement travaillé par de multiples influences tant disciplinaires que théoriques et dans de multiples tensions. Tension, voire malaise bien légitime d'abord, entre le plaisir de participer à la production de connaissances que l'on croit fondées et le sentiment désagréable et insécurisant que l'on éprouve quelquefois d'appartenir à une équipe ou à un courant minoritaires ou stigmatisés au sein d'une institution et de la société. Tension, encore, entre l'obligation, obsolète aujourd'hui, d'inscrire son itinéraire intellectuel dans une discipline, la sociologie, et le risque d'être « contaminé » par des savoirs proches comme l'économie ou, plus englobants, comme l'anthropologie<sup>2</sup> ou la philosophie. Tension, toujours, permanente celle-là depuis des années, entre le constat que le marché et les technosciences étendent chaque jour davantage leur emprise sur les territoires, les esprits et l'anxiété croissante que l'on ressent au fur et à mesure que la cécité et la surdité du plus grand nombre à l'égard des lanceurs d'alertes et des porteurs d'alternatives participent de manière plus qu'inquiétante au rétrécissement du champ des possibles pour les générations futures.

Quoi qu'il en ait été de ces tensions, nous n'avons jamais cessé de travailler avec des paysans, des écologistes, des chercheurs de différentes disciplines et des représentants de mouvements sociaux, pour tenter de comprendre la nature et les conséquences des mutations technico-économiques, sociales, puis écologiques et politiques auxquelles la mise en œuvre de formes de développement *productivistes* exposait l'humanité, jusqu'à la menacer de disparition. Recourant souvent à l'observation participante<sup>3</sup>, nous avons été conduits vers l'étude de nombreuses expériences ou expérimentations sociales en France comme à l'étranger, cherchant toujours à en confronter le sens et les finalités aux différentes analyses du changement social. Pour des raisons liées à l'articulation de nos itinéraires intellectuels à l'époque dans laquelle s'est développée notre activité, nous avons rapidement rompu tant avec l'empirisme naïf qu'avec le réductionnisme propre à

---

<sup>1</sup> Pierre Bitoun est chercheur à l'INRA, Estelle Deléage est maître de conférences de sociologie à l'université de Caen, Yves Dupont est professeur émérite de socio-anthropologie à l'université de Caen et ancien directeur du Laboratoire d'analyse socio-anthropologique des risques (LASAR).

<sup>2</sup> Dans son ouvrage *L'idéal et le matériel*, Maurice Godelier insiste sur le fait qu'il n'existe pas de critère théorique qui permettrait de déterminer les frontières propres de l'anthropologie, ou qui définirait les sociétés qu'elle pourrait ou devrait étudier. « *L'anthropologie s'est constituée à partir d'une situation négative* », écrit-il p. 103, liée au fait que les sociétés dépourvues de documents écrits, exotiques ou européennes (comme les communautés villageoises), n'intéressaient pas les historiens et les économistes. *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 1984.

<sup>3</sup> « *Ce n'est donc pas parce qu'elles étaient primitives ou barbares que ces sociétés sont devenues l'objet de l'anthropologie, c'est parce qu'il fallait pour les connaître pratiquer une méthode spécifique, celle que dans leur jargon les anthropologues nomment "l'observation participante"* ». Maurice Godelier, *L'idéal et le matériel*, op. cit., p. 103.

la recherche appliquée et à la plupart des politiques publiques, à l'ingénierie sociale et à l'expertise, essentiellement incapables d'imagination sociologique et anthropologique. Ainsi est-ce en particulier à l'analyse *généalogique*, donc largement rétrospective de l'insensibilité épistémologique et du déni de réalité manifestés par les chercheurs et les penseurs professionnels à l'égard de ce que recelaient de perspicacité, d'inventivité et d'altruisme les multiples protestations contre la lacération de la vie et la destruction des écosystèmes par les méfaits du productivisme, qu'est consacré cet ouvrage. Véritablement aveuglés par leur adhésion irresponsable au désir d'emprise et de maîtrise qui caractérise le modernisme, fascinés par un type particulier d'innovation, les progressistes de gauche comme de droite furent en effet incapables d'appréhender une nouveauté d'une radicalité extrême : le surgissement d'un contexte général d'incertitude et de catastrophes à répétition qui déferla sur la planète dès le début des années 1970. Surgissement qui, en réalité, trouvait sa source dans la révolution d'origine militaire, informatique, biologique et chimique des années 1910 à 1960 et qui, conférant une puissance peu contestée aux ingénieurs dont dépend aujourd'hui encore le sort du monde, ne compta pas pour peu dans la colonisation de nos existences par les technosciences<sup>4</sup>. Les mises en garde avaient pourtant été nombreuses, qu'elles prissent la forme de rapports alarmants (Mansholt, Poly), de livres écrits par de soi-disant prophètes du malheur ou oiseaux de mauvais augure (Illich, Dumont, Charbonneau, Ellul, Latouche, pour n'en citer que quelques uns), ou d'ouvrages d'anthropologie philosophique ou politique comme ceux de Günther Anders, Hannah Arendt, Hans Jonas, Georges Balandier et Edgar Morin, dont le socle commun résidait dans l'affirmation selon laquelle, pour sauver la planète, il fallait probablement que l'humanité décide librement d'entraver la puissance de son agir technologique et de sa passion démesurée pour l'artificialisation.

C'est dans cette perspective que nous avons élaboré *Le sacrifice des paysans*, fruit d'une intuition inaugurale amplement étayée par des années d'enquêtes : celle selon laquelle l'aspect le plus fondamental des sociétés industrielles et technoscientifiques était leur projet, voire leur propension, à viser à une expansion illimitée, à une artificialisation totale de la nature, préalable, du moins le croyaient-elles, à leur arrachement à la Terre. Et l'une des étapes essentielles à la réalisation de ce projet consistait dans la *dépaysannisation radicale de la planète*. Ce qui, comme une fraction croissante de l'humanité le découvre chaque jour avec davantage d'angoisse, était en effet en jeu dans la mise en œuvre pratique de ce projet ou de ce fantasme, c'était la liquidation du *passé* et de la *tradition*<sup>5</sup>, la disparition de toutes les formes d'autonomie et de singularités par l'intégration de la totalité de ce qui est (les végétaux, les animaux et les hommes) au sein d'un système planétaire par la médiation d'un gigantesque processus de mondialisation. Les paysans constituèrent ainsi, comme nous le verrons, les *boucs émissaires* nécessaires – mais peut-être pas suffisants – à la réalisation de ce projet dont la caractéristique anthropologique essentielle est qu'il ne sera *jamais achevé*

---

<sup>4</sup> « La professionnalisation et l'industrialisation de la science ont tout changé, qui sont aussi allées de pair avec la dépendance croissante de l'entreprise scientifique à l'égard des intérêts militaires et mercantiles : il y a comme un clivage de la personnalité du scientifique, qui revient à prétendre que sa main gauche ignore ce que fait sa main droite ». Jean-Jacques Salomon (2006), *Les scientifiques entre pouvoir et savoir*, Paris, Albin Michel, p. 9.

<sup>5</sup> « Le passé dont il est question n'est pas un modèle, mais l'expérience durement acquise par l'humanité, la tradition dont il est question n'est pas un carcan mais une sauvegarde de l'humain parce qu'elle préserve, au-delà des lois, un départ très simple entre les choses qui se font, et d'autres qui ne se font pas, fondement de toute civilisation et de tout savoir-vivre ». Olivier Rey (2006), *Une folle solitude, le fantasme de l'homme auto-construit*, Paris, Seuil, p. 328.

parce qu'il repose justement sur le postulat que le progrès, comme la puissance de la technoscience, sont naturellement illimités. C'est pour cette raison que le nombre des agriculteurs ne pourra, comme leur diminution régulière en atteste indiscutablement et tout le temps que cette idéologie restera dominante, que continuer à fondre et que ceux qui parviendront momentanément à résister ne seront jamais assez modernes. Considérée à son tour comme trop rétive à l'innovation, la partie la moins moderne d'entre eux sera inéluctablement *sacrifiée*.

Illimitation et autophagie vont ainsi de pair et alimentent l'anxiété que nous sommes de plus en plus nombreux à ressentir. Et l'ambivalence, voire la nostalgie, que l'on voit se manifester aujourd'hui à l'égard des paysans défunts, de la destruction des paysages et de la pollution de la nature confirment la validité de cette hypothèse. Car c'est bien à un processus de violence mimétique, comme René Girard l'a montré, qu'il faut rattacher la perversion du mode de régulation et de résolution des conflits par la sorcellerie et les assemblées délibératives locales, ainsi que l'effondrement de tout le système d'échanges et de coopération qui permettaient aux sociétés paysannes de tenir ensemble. Voilà ce qui constitue le socle socio-anthropologique de cet emballement dont certains persistent à vouloir dissimuler la dimension mortifère en l'appelant banalement « modernisation de l'agriculture ».

Ce n'est néanmoins que progressivement et au sein d'une trajectoire largement indéterminée liée à notre intérêt pour l'anthropologie, l'histoire, l'écologie politique, mais aussi l'agronomie, la biologie, la médecine de santé publique et l'épidémiologie, puis pour la socio-anthropologie et les possibilités d'investigation théorique qu'offrait cette discipline pour l'analyse de phénomènes d'une telle ampleur, que nous avons été conduits à traiter ces questions sous l'angle du sacrifice des paysans. Il nous a alors fallu travailler sur les « représentations », les idéologies, les conceptions du monde ou les imaginaires socio-historiques, appréhender ainsi les formes symboliques de structuration des identités collectives et les multiples manières d'être au monde, que nous avons subsumés sous la catégorie ou le concept général d'« *idée d'humanité* ». Ainsi, avec la prolifération des risques réels et imaginaires et l'enchaînement de catastrophes d'origine « naturalo-artificielle » qui affectent aujourd'hui l'ensemble de la planète, on peut considérer que le processus de rationalisation et d'artificialisation du monde a dorénavant atteint ses limites. Ce diagnostic n'autorise néanmoins personne à considérer que l'humanité pourrait soudainement prendre conscience de la gravité des périls auxquels elle est désormais exposée et, surtout, que des solutions raisonnables pourraient être rapidement trouvées à des difficultés dont l'ampleur et les conséquences générales vont continuer à s'amplifier et à s'aggraver. Au point, comme nous essaierons de le montrer, d'engendrer l'exode ou le déplacement de millions de personnes, en particulier parmi les plus vulnérables, de devoir « régler » l'accès aux biens vitaux comme l'eau et d'ébranler, voire d'anéantir, les institutions démocratiques et les modes de régulation que les habitants des pays développés avaient pris l'habitude de considérer comme quasi-naturels et indestructibles. Ce qui nous permettra de mieux mettre en évidence les raisons pour lesquelles les paysans, les ruraux et les mouvements sociaux qui, aux quatre coins de la planète, contribuent depuis plus de 50 ans à inventer d'autres manières d'habiter la terre pourraient avoir eu raison contre les innovateurs et autres progressistes pourtant convaincus qu'ils étaient archaïques et donc condamnés à disparaître. Il aura donc fallu qu'apparaissent des sociétés épidémiques<sup>6</sup>, avec leur lot de

---

<sup>6</sup> Frédéric Lemarchand (2002), *La vie contaminée. Eléments pour une socio-anthropologie des sociétés épidémiques*, Paris, L'Harmattan.

catastrophes, pour que la socio-anthropologie, tentative parmi d'autres de participer à la sauvegarde de l'humanité, voie le jour. C'est en quelque sorte cette sociogenèse de la démarche socio-anthropologique appliquée à la critique de l'industrialisme et de la technoscience alliée à l'économie que ce texte, synthétisant de multiples enquêtes et analyses approfondies des politiques publiques, des lectures variées, de nombreux échanges intellectuels et une fréquente implication dans les conflits sociaux, tente de reconstituer. Nous sommes ainsi profondément convaincus, avec le sociologue américain Charles Wright Mills que, d'une part l'individu et la société ne se comprennent qu'ensemble et que, d'autre part, la tâche du socio-anthropologue consiste essentiellement à accompagner les hommes sur le chemin qui leur permettra de convertir leurs « épreuves personnelles de milieu » en « enjeux collectifs de structure sociale »<sup>7</sup>. Reposant sur la mobilisation permanente de l'imagination, cette position épistémologique permet de penser ce qui unit dialectiquement les biographies à l'Histoire et à la Nature. Elle permet également de surmonter toutes les impasses auxquelles a mené la proposition malheureuse selon laquelle il faudrait traiter les faits sociaux comme des choses et de rappeler aux hommes qu'ils sont responsables de ce qu'ils font et de ce qu'ils sont.

Cet ouvrage, comme ses lecteurs pourront le découvrir, n'est ni optimiste ni catastrophiste, ces deux manières d'envisager les choses constituant en effet deux des principaux obstacles à la production de connaissances. C'est la raison pour laquelle il n'entend pas raconter une histoire, mais qu'il tente au contraire, comme le recommandait Cornélius Castoriadis, d'en élucider les *formes paradoxales* et potentiellement, du moins faut-il encore l'espérer, réversibles. Car, comme la preuve en est chaque jour davantage administrée, les « faits » longtemps présentés par la recherche appliquée et l'expertise comme incontestables ou scientifiques, « faits » à partir desquels sont encore définies les politiques publiques et la cohorte de réformes visant à remodeler les sociétés, les hommes et les milieux pour les rendre compatibles avec la poursuite du projet de modernisation, ces « faits » apparaissent aujourd'hui pour ce qu'ils étaient : des constructions arbitraires qui ne tiraient leur vraisemblance ou leur « scientificité » que du réductionnisme, de l'arbitraire ou de l'aveuglement ayant présidé à leur production. Cet aveuglement réside en ce que les tenants du développement ont toujours été convaincus, et ils le sont encore, qu'il n'existait *aucune alternative* au modèle de développement qu'ils ont conçu et largement contribué à instituer.

Pour que la chose devienne réalisable, il fallait néanmoins non seulement qu'un certain nombre de conditions matérielles et imaginaires soient apparues, mais surtout qu'elles parviennent à se *crystalliser*, pour reprendre le mot d'Hannah Arendt, et à donner naissance au modèle de développement productiviste. Il fallait en particulier que les deux terribles guerres mondiales, en provoquant une énorme saignée dans les rangs de la population paysanne, puis urbaine, des atteintes considérables à de nombreux terroirs, aient rendu sinon nécessaire, du moins beaucoup trop attractive, la forme industrielle de développement choisie par les Américains. Et cela même si, sauf pour les plus crédules, le mode de développement soviétique des forces productives n'eut rien à envier au précédent en matière de saccage écologique et d'épuisement des ressources naturelles. Mais il fallait surtout que, par delà la puissance mortifère de la modernité et les sacrifices humains massifs (la Shoah, le Goulag ou l'usage de l'arme atomique sur le Japon...) auxquels elle donna lieu, ait été intériorisée par le plus grand nombre l'idée

---

<sup>7</sup> Charles Wright Mills (1997), *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte/Poche.

selon laquelle les paysans, comme avant eux les sauvages, auraient constitué *un type d'humanité ontologiquement inférieur à l'homme moderne*. Comme presque toujours dans l'histoire des sociétés, une part considérable de ce qui les incite et les conduit à instituer leur être collectif et leurs manières de faire singulières, et donc social-historiques, leur reste très longtemps méconnue, pour ne pas dire inconsciente<sup>8</sup>. Et les catastrophes susceptibles d'engendrer l'effondrement des civilisations s'enracinent en dernière analyse dans cette incapacité à renoncer à des conceptions de l'humanité et aux rapports à la nature qui en résultent avant qu'il ne soit trop tard.

L'analyse rétrospective et comparative du processus contemporain d'acheminement vers la réduction du nombre des alternatives permet en effet d'en situer les origines dans l'affirmation de la conception moderne selon laquelle il n'existera d'humanité digne de ce nom qu'*arrachée à la terre*, que lorsque plus aucun rapport des hommes avec la nature, la terre, la matière organique ou le vivant, ne s'effectuera par *contact direct*<sup>9</sup>. Alain Corbin a, parmi quelques autres historiens comme Eugen Weber, apporté une preuve saisissante de la validité de cette proposition : « *En 1786, dans un mémoire présenté à la Société Royale de Médecine, Chamseru expose les dangers encourus par le paysan qui se penche et approche son visage trop près du sol qu'il remue. Baumes demande que l'on empêche les ouvriers agricoles de dormir le nez contre la glèbe. Il déplore que les villages soient soumis aux " vapeurs morbifiques " libérées par le travail de la terre. Le péril augmente lorsqu'un défrichement intempestif met à nu un sol inculte depuis toujours* »<sup>10</sup>. L'ensemble des médiations technoscientifiques que l'homme moderne va ainsi s'évertuer à installer entre lui et la terre constitue l'essence même du productivisme et le moteur de l'industrialisation de l'agriculture, pour le meilleur *et* pour le pire.

L'affirmation progressive, pour ne pas dire l'imposition de ce projet, n'engendra évidemment pas, comme nous le verrons, que des résistances routinières, voire obscurantistes, aux bienfaits indiscutables dont il semblait être porteur. En réalité, des milliers de paysans en France, des centaines de millions à l'échelle de la planète, qui en avaient saisi les risques de réversibilité négative, tentèrent de l'aménager en faisant preuve, malgré la rudesse des politiques agricoles à leur rencontre, d'une extraordinaire inventivité. Mais seule une infime minorité de chercheurs et d'hommes politiques en appréhenda la rationalité globale et le *sens de la mesure* qui en constituaient le fondement. Le paradoxe le plus important de cette histoire est donc qu'elle peut être présentée de deux manières non contradictoires parce qu'également soutenables. Nous pouvons ainsi considérer comme fondés les deux énoncés suivants :

– il apparaît d'un côté que les analyses réservées du développement et les multiples recherches d'alternatives aux méfaits du productivisme en agriculture ont fort heureusement fait la preuve de leur bienfondé et de leur efficacité et qu'elles ont ainsi joué un rôle essentiel dans la critique et le contrôle politico-éthique des innovations économiques et technoscientifiques les plus dangereuses. Elles ont également incité une

---

<sup>8</sup> « *Ingénieurs du vivant et chers collègues, je ne vous accuse pas ; vous êtes seulement le bras armé d'un dessein inconscient* ». Jacques Testart (1992), *Le désir du gène*, Paris, François Bourin, p. 20.

<sup>9</sup> Nous avons déjà amplement posé les jalons de cette problématique et de cette thèse dans les ouvrages suivants : Pierre Alphanéry, Pierre Bitoun, Yves Dupont (1989), *Les champs du départ. Une France rurale sans paysans ?*, (1991), *L'équivoque écologique*, Paris, La Découverte. Estelle Deléage (2004), *Paysans. De la parcelle à la planète. Socio-anthropologie du Réseau agriculture durable*, Paris, Syllepse.

<sup>10</sup> Alain Corbin (1982), *Le miasme et la jonquille*, Paris, Aubier. On pourra aussi, sur ces questions, se reporter à Bernadette Bensaude-Vincent (2004), *Se libérer de la matière ? Fantômes autour des nouvelles technologies*, Paris, INRA Editions.

minorité de chercheurs, d'intellectuels, d'écologistes et de citoyens à créer des associations permettant l'émergence d'espaces publics de discussion, de réflexion et de propositions alternatives. En témoigne par exemple l'audience dont sont progressivement parvenus à bénéficier la Crie-Rad, le Crie-Gen, Inf'OGM, la Fondation Sciences citoyennes, le collectif Sauvons la Recherche, mais aussi Greenpeace, la Confédération paysanne et bien d'autres mouvements ;

– d'un autre côté cependant, parce qu'elles ont à leur corps défendant permis au système de continuer à exister, ces initiatives ne sont pas jusqu'à présent parvenues à se cristalliser au sein d'une dynamique politique capable de susciter l'adhésion de la majorité des hommes et de les convaincre qu'une époque nouvelle était concevable, à condition de parvenir à inventer et instituer une *nouvelle polis* et, par-dessus tout, une *nouvelle idée d'humanité*. Or, et c'est bien là le problème, pour pouvoir imaginer ce que nous pourrions devenir, il nous faudrait au préalable commencer par savoir qui nous sommes, ce que bien peu d'entre nous sont aujourd'hui encore capables de dire.